



Assemblée générale

Distr. générale

2 juillet 2018

Français

Original : anglais/espagnol/français

Soixante-treizième session

Point 99 u) de la liste préliminaire*

Désarmement général et complet

Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [71/57](#), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir cette éducation. Il contient les informations communiquées par des États Membres, des organisations internationales, régionales et non gouvernementales ainsi que par des institutions universitaires sur l'application des 34 recommandations formulées dans l'étude de 2002 ([A/57/124](#)).

* [A/73/50](#).



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Application des recommandations par les États Membres	4
Cuba	4
El Salvador	5
Japon	6
Madagascar	8
Mexique	8
III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales	9
A. Agence internationale de l'énergie atomique	9
B. Bureau des affaires de désarmement	9
C. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	11
D. Département de l'information	12
E. Département des opérations de maintien de la paix	14
F. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	15
G. Programme des Nations Unies pour le développement	15
IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales	16
A. Académie américaine des arts et des sciences	16
B. Academic Peace Orchestra Middle East	17
C. Amplify	17
D. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire	18
E. Bateau pour la paix	18
F. Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education	19
G. Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives de la Texas A&M University	19
H. Center for Science and Security Studies du King's College	19
I. Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération	20
J. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie	20
K. Fondation Getulio Vargas	21
L. Fondation Outrider	21
M. Fondation pour la paix	21

N.	Fondation Simons	22
O.	Future of Life Institute	22
P.	Geneva Centre for Security Policy	22
Q.	Global Compliance Research Project	23
R.	Institute for Global Leadership de l'Université de Tufts	23
S.	James Martin Centre for Non-Proliferation Studies	24
T.	Maires pour la paix	24
U.	Mines Action Canada	24
V.	Monde sans guerres et sans violence (Mundo sin Guerras y sin Violencia)	25
W.	New Zealand Disarmament and Security Centre	25
X.	Nuclear Age Peace Foundation	25
Y.	Pace University	26
Z.	Parti communiste japonais	26
AA.	PAX	27
BB.	Peace Movement Aotearoa	27
CC.	PIR Center (Centre russe d'études politiques)	28
DD.	Royal United Services Institute for Defence and Security Studies	28
EE.	Senzatomica	29
FF.	Soka Gakkai International	29
GG.	Université autonome de la Basse-Californie	30
HH.	Verification Research, Training and Information Centre	30
V.	Conclusions	30

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 71/57, intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport dressant le bilan de l'application des recommandations figurant dans l'étude (A/57/124) et passant en revue les nouveaux moyens de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, et de le lui présenter à sa soixante-treizième session. La recommandation 32 de l'étude de l'ONU encourageait le Secrétaire général à établir un rapport analogue sur une base biennale.
2. La recommandation 31 de l'étude encourageait notamment les États Membres à informer le Bureau des affaires de désarmement des mesures prises en application des recommandations formulées dans l'étude.
3. Le présent rapport contient les informations recueillies par le Secrétaire général sur l'application de ces recommandations par les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, régionales et non gouvernementales et il doit être lu en parallèle avec les 34 recommandations formulées dans l'étude. Conformément aux directives des Nations Unies préconisant de limiter la documentation, les informations figurant dans le présent rapport ainsi que des données supplémentaires ont été postées sur le site www.un.org/disarmement/education.
4. Pour faire suite à la demande de l'Assemblée générale, une note verbale invitant les États Membres à communiquer des informations à ce sujet leur a été adressée le 2 février 2018. Les réponses reçues sont présentées dans la section II ci-dessous. Toute communication reçue après le 15 mai 2018 sera publiée sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (www.un.org/disarmement/) dans la langue dans laquelle elle a été présentée. Aucun additif ne sera publié.
5. Dans sa résolution 71/74, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-treizième session, un rapport sur les activités menées au titre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement. Le présent rapport doit être lu parallèlement à celui-ci.

II. Application des recommandations par les États Membres

Cuba

[Original : espagnol]
[6 avril 2018]

L'éducation est un instrument clef pour promouvoir la paix et le désarmement. Cuba est convaincue de la nécessité d'enseigner à la population, en particulier aux jeunes, les principes de respect de la paix. L'éducation en faveur du désarmement et de la non-prolifération doit être une priorité pour tous les États.

Cuba est confrontée aux effets négatifs de la culture de la violence et d'un faux sentiment de sécurité face aux risques qui persistent actuellement dans ce domaine. Ses programmes d'éducation et de formation à long terme à l'intention des enfants et des jeunes privilégient une culture de la paix qui favorise le désarmement général et

complet sans négliger la défense du pays, conformément aux instruments internationaux pertinents auxquels elle est partie.

Les arsenaux nucléaires compromettent la paix et la sécurité internationales et représentent une menace pour l'avenir de l'humanité. Cuba considère donc le désarmement nucléaire comme un objectif hautement prioritaire et a signé et ratifié sans tarder le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Rien ne justifie que les doctrines militaires envisagent de recourir à ce type d'armement. Cuba se félicite que ce nouveau traité interdise également la menace de l'emploi des armes nucléaires.

La société cubaine est de mieux en mieux informée des questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et au maintien de la paix. Les grands moyens d'information ont diffusé des messages d'intérêt public sur la question, notamment à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée le 26 septembre de chaque année.

Les centres éducatifs cubains, dans le cadre de leur travail de formation, contribuent également à la prise de conscience par les étudiants de l'importance de la paix, du désarmement et de la non-prolifération. Dans les centres cubains de formation militaire, en particulier, où sont formés des officiers de niveau supérieur, moyen ou subalterne, notamment dans les domaines technique et du commandement, des programmes de formation sur la question sont proposés.

Les organisations non gouvernementales cubaines jouent également un rôle important dans l'éducation en matière de désarmement. Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos organise depuis près de 20 ans, avec la Sociedad Económica de Amigos del País, des ateliers nationaux d'éducation à la paix dans différents centres du système éducatif national. De même, l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas organise fréquemment des manifestations sur la question.

Le dirigeant historique de la révolution cubaine, le Commandant en chef Fidel Castro, a promu, aux niveaux national et international, la lutte contre les armes nucléaires. Il a fait référence dans de nombreux articles et discours à la question des incidences qu'aurait l'emploi de telles armes sur la stabilité mondiale et la vie de la planète.

Cuba considère que l'éducation en matière de désarmement et de paix est déterminante pour garantir un avenir plus sûr aux nouvelles générations, un avenir où les budgets militaires consacrés à la guerre ne continueront pas d'augmenter et où les progrès de la science et de la technique seront mis au service du développement durable.

El Salvador

[Original : espagnol]
[15 mai 2018]

El Salvador est conscient du rôle important que joue l'éducation dans la promotion d'une culture de la paix, en particulier dans la défense et le respect des droits fondamentaux, et dans la sensibilisation aux graves conséquences des différents attentats et conflits qui surviennent dans le monde ainsi qu'aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, notamment les incidences humanitaires de la persistance des armes de destruction massive, l'utilisation irresponsable des armes à

feu, la criminalité transnationale organisée et les actes des groupes terroristes. Il est donc essentiel de promouvoir la coexistence pacifique et de garantir la sécurité aux niveaux national, régional et mondial, par la diffusion de matériel pédagogique sur le désarmement et la non-prolifération ainsi que par la prévention des conflits et de la violence armée.

Dans cette optique, El Salvador juge primordial de mener des campagnes et des activités visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement, de non-prolifération et de sécurité internationale, grâce notamment à des cours, des exposés, des documentaires, des films et des articles universitaires, à l'échange d'expériences et à l'inclusion de ces questions dans les programmes d'enseignement (de l'élémentaire au supérieur). Il faut en effet permettre à la population, notamment aux jeunes, de prendre conscience de ces questions et d'en être bien informée, afin de faciliter la prévention des conflits et de la violence armée et de contribuer ainsi à bâtir des sociétés plus pacifiques, dans lesquelles la paix et la sécurité internationales seraient garanties, en tant qu'aspects essentiels du développement humain.

Ainsi, avec l'appui du Ministère de l'éducation et de la Police nationale civile, diverses campagnes de sensibilisation en matière de sécurité ont été organisées à l'intention des jeunes dans les différents établissements scolaires d'El Salvador. Ces campagnes étaient notamment axées sur la réduction de la violence armée, le règlement pacifique des conflits et la non-participation des jeunes aux groupes criminels. De même, avec le soutien d'organisations internationales et d'organisations de la société civile, des conférences ont été organisées sur les incidences humanitaires des armes de destruction massive, en particulier sur les conséquences de l'emploi d'armes nucléaires, afin de sensibiliser aux conséquences désastreuses que ces armes pourraient avoir sur la vie humaine ainsi qu'à l'importance de la promotion de leur élimination complète.

Japon

[Original : anglais]

[15 mai 2018]

Le Japon, seul pays à avoir eu à subir des bombardements nucléaires durant une guerre, est résolu à faire en sorte que l'on n'oublie jamais les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki et leurs conséquences humanitaires. Il attache donc la plus haute importance à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment celles dispensée aux jeunes générations, afin de les encourager à réfléchir de manière autonome et à agir sur les questions de sécurité internationale, de désarmement et de non-prolifération sur les plans national, local et individuel.

Dans son document final, la Conférence des Parties de 2010 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a souligné que l'éducation était un moyen utile et efficace de promouvoir le désarmement nucléaire. Elle a aussi encouragé tous les États à appliquer les recommandations figurant dans l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (A/57/124). Le Japon réaffirme l'importance de ces recommandations et engage tous les États Membres à les appliquer.

Le Japon juge important de dispenser l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération de manière inclusive et collaborative, en y associant tous les acteurs concernés dans les États et les régions. L'étude a mis en exergue l'importance

des partenariats entre les gouvernements et les organisations internationales et régionales ainsi que les organisations de la société civile. Le Japon s'est efforcé de promouvoir le dialogue et de renforcer sa coopération avec divers acteurs.

Les informations ci-après témoignent de l'action qu'il mène à cet égard.

a) Depuis 1983, le Japon accueille chaque année de jeunes diplomates de divers pays dans le cadre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, et 908 boursiers ont ainsi séjourné dans le pays et visité Hiroshima et Nagasaki afin de découvrir les réalités de l'emploi des armes nucléaires.

b) Depuis 1989, le Japon parraine des conférences des Nations Unies sur les questions de désarmement, qui ont lieu dans différentes villes et sont l'occasion pour les représentants des États, de l'ONU, des établissements universitaires et de la société civile du monde entier de tenir des débats constructifs.

c) Avec les autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, le Japon a présenté à la Conférence des Parties de 2015 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires un document de travail conjoint sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Il a également présenté avec ces membres un document de travail lors de la première session du Comité préparatoire de la Conférence de 2020.

d) Le Japon a publié des livres blancs contenant des renseignements utiles sur le désarmement et la non-prolifération ainsi que des brochures décrivant brièvement les activités qu'il mène sur ces questions.

e) Le Japon a lancé en 2010 un programme intitulé « Porte-parole spéciaux pour un monde exempt d'armes nucléaires », qui donne aux rescapés des explosions atomiques, appelés hibakushas, de témoigner directement de leur expérience. Au 31 mai 2018, 286 porte-parole spéciaux avaient ainsi été déployés à travers le monde, à 93 occasions.

f) En outre, le Japon a lancé en 2013 un nouveau programme intitulé « Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires », dans le cadre duquel il est attendu des jeunes qu'ils rendent compte des conséquences tragiques de l'emploi d'armes nucléaires et fassent part de leurs réflexions sur les mesures qu'il serait possible de prendre, par-delà les frontières et les générations. Au 31 mai 2018, 303 porte-parole de la jeunesse avaient ainsi été déployés dans le monde, à 28 occasions.

g) Le Japon a organisé un forum des « Porte-parole de la jeunesse pour un monde exempt d'armes nucléaires » à Hiroshima en mars 2016, et décidé d'étendre la portée de ce programme à l'échelle internationale. En décembre 2016, un deuxième forum a eu lieu à Nagasaki, auquel ont participé des porte-parole de la jeunesse venus des États-Unis et de la Russie.

h) Le Japon s'est employé à rendre les témoignages des hibakushas plus largement disponibles, notamment en les traduisant en anglais et dans d'autres langues.

i) En mars 2018, le Japon a organisé la projection du film « Nagasaki: Memories of my Son » au Centre international de Vienne (Autriche). En mai 2018, il a organisé, conjointement avec le Bureau des affaires de désarmement, la projection du film « Paper Lanterns », au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

j) En application de la recommandation formulée dans l'étude de l'ONU en faveur du recours aux nouvelles technologies de l'information et des communications pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, le Japon a créé une page Facebook afin d'utiliser au mieux les médias sociaux pour faciliter l'accès de tous à la documentation pertinente relative à la non-prolifération et au désarmement nucléaires.

Madagascar

[Original : français]
[15 mai 2018]

Madagascar a ratifié le Traité sur le commerce des armes (loi n° 2015-055 du 15 janvier 2016 autorisant la ratification du Traité sur le commerce des armes).

Mexique

[Original : espagnol]
[7 mai 2018]

Pour le Mexique, l'éducation et la promotion des valeurs à défendre, des mesures à prendre et des objectifs à réaliser dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération sont cruciales pour l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires et la consolidation d'une culture de la paix et d'un monde plus sûr. C'est la raison pour laquelle il juge très important de doter les nouvelles générations des outils nécessaires pour édifier un monde pacifique et exempt d'armes.

Le Mexique estime qu'« éduquer pour la paix » suppose la transmission de valeurs axées sur l'éthique et la citoyenneté, parmi lesquelles la solidarité, la justice, la tolérance, le respect, la coopération, l'autonomie et l'égalité, contribuant ainsi à former des citoyens qui mettront leurs connaissances au service du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive.

Ces dernières années, il a assuré la promotion des activités suivantes dans le domaine du désarmement :

- Présentation biennale de la résolution intitulée « Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » à la Première Commission de l'Assemblée générale ;
- Introduction du désarmement et de la non-prolifération en tant que matières enseignées dans les programmes d'études des Ministères de la défense nationale et de la marine et de l'Instituto Matías Romero (académie diplomatique du Mexique) ;
- Les acteurs du secteur nucléaire national ont participé à diverses sessions et ateliers de formation dans le cadre du Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières (Export Control and Related Border Security Program) du Département d'État des États-Unis et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ;
- Le Ministère des relations extérieures du Mexique a participé à des tables rondes et forums organisés par des établissements d'enseignement au Mexique et à

l'étranger, présentant des exposés sur le désarmement nucléaire et les conséquences humanitaires de l'emploi des armes nucléaires ;

- En 2016 et 2017, le Mexique, en coordination avec le Centre d'études James Martin sur la non-prolifération, l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'Instituto Matías Romero, a organisé respectivement les troisième et quatrième éditions du cours d'été sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération, à l'intention de diplomates latino-américains et caribéens. La cinquième édition se tiendra du 23 au 27 juillet 2018, au siège du Ministère des relations extérieures du Mexique.

III. Application des recommandations par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales

A. Agence internationale de l'énergie atomique

6. L'Agence internationale de l'énergie atomique offre des cours de sensibilisation et de formation pour favoriser la conclusion et la mise en œuvre d'accords de garanties généralisées et de protocoles additionnels et propose à cet effet des séminaires, des exposés, des formations et des publications. En août 2017, elle a organisé une campagne d'information pour les États d'Afrique subsaharienne à Lusaka.

B. Bureau des affaires de désarmement

7. Afin de célébrer, en 2017, le quinzième anniversaire de l'étude historique de l'ONU sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, le Bureau des affaires de désarmement a publié, dans le cadre de sa série d'études thématiques, une édition intitulée *Celebrating 15 years of disarmament and non-proliferation education*.

8. Au cours de la période considérée, le Bureau a enrichi son site Web consacré à l'éducation en matière de désarmement, et plus récemment, un podcast a été réalisé avec Jürgen Altmann, professeur à l'Université technique de Dortmund (Allemagne), sur le thème de la nanotechnologie et de ses applications militaires potentielles.

9. Le Bureau a continué d'encourager les échanges dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, notamment en organisant des activités avec Hibakusha Stories, initiative lancée par Youth Arts New York, et l'organisation bouddhiste Rishsho Kosei-kai. Le personnel du Bureau a également rencontré, au Siège de l'ONU à New York, des élèves du Lycée Higashi de Nagasaki, qui ont présenté deux brochures distinctes sur le désarmement nucléaire, que le Bureau a publiées sur son site Web consacré à l'éducation en matière de désarmement.

10. Au cours de la période considérée, le Bureau a octroyé 50 bourses au titre du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, afin que des délégués de 50 États Membres puissent intervenir plus efficacement dans les instances internationales de

délibérations et de négociations¹. Il offre aux jeunes diplômés la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans le cadre du Programme des experts associés des Nations Unies. Il a également lancé, à New York et à Genève, un programme de stages dont ont déjà bénéficié plus de 65 étudiants de deuxième ou de troisième cycle.

11. Durant la même période, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a organisé des ateliers et des sessions de formation visant à promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Il s'est agi notamment d'ateliers tenus au Togo et au Burkina Faso ainsi que de manifestations destinées aux pays du bassin du lac Tchad, qui ont porté sur des questions telles que la démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes en matière de désarmement, et de sessions de formation sur la résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité relative aux jeunes et à la paix et la sécurité.

12. Le 21 septembre 2016, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le Centre régional a organisé, en collaboration avec le Gouvernement togolais et le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement au Togo, une table ronde sur le thème « Culture de la paix et désarmement : gage du développement durable en Afrique ».

13. En mars 2018, le Centre régional a officiellement publié un guide pratique sur le désarmement en Afrique, qui sert à orienter l'organisation de sessions de formation sur les armes de destruction massive et les armes classiques en Afrique francophone. Il a également fait paraître d'autres publications disponibles sur son site Web (<https://www.unrec.org/default/index.php/fr/>).

14. Durant la période considérée, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes a organisé, dans le cadre du Programme des Nations Unies visant à renforcer la sécurité humaine et la résilience des communautés en favorisant la coexistence pacifique au Pérou, de nombreux séminaires sur la maîtrise des armes légères et la prévention et la réduction de la violence armée, à l'intention des étudiants du nord du Pérou. Il a invité plus de 80 personnes à participer à un dialogue constructif sur la présence d'armes à feu dans les établissements scolaires et à rechercher des solutions à ce problème, et a collaboré avec des jeunes originaires du nord du Pérou pour sensibiliser à l'usage des armes à feu ainsi qu'à leur incidence sur la société et les communautés, au moyen de prestations artistiques et de chorégraphies, auxquelles ont participé plus de 800 jeunes.

15. Au cours de la même période, le Centre régional a organisé, à deux reprises, des exposés d'experts à l'intention de l'Académie navale péruvienne, dans la continuité des efforts qu'il déploie pour initier les cadets aux questions de désarmement et de maîtrise des armements, et de paix et de sécurité en général.

16. En février 2017, le Centre régional a commencé à collaborer avec l'Initiative pour la sécurité dans le bassin des Caraïbes et son système Connect de gestion de la formation, bénéficiant d'un financement des États-Unis, pour organiser des webinaires et des débats en direct sur la balistique opérationnelle, à l'intention d'un réseau d'experts en balistique et de techniciens de laboratoire caribéens.

17. Durant la période considérée, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique a contribué à des programmes de

¹ Un rapport distinct sur les activités du Programme (A/73/113) a été soumis à l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session, en application de la résolution 71/73.

formation mis en place par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à Hiroshima (Japon). Ces activités visaient à rendre les jeunes diplomates de l'Asie du Sud-Est mieux à même de participer au débat régional sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires.

18. Les 29 et 30 novembre 2017, à Hiroshima, le Centre régional a organisé la vingt-septième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, en marge de laquelle il a projeté le documentaire Paper Lanterns (28 novembre), en partenariat avec l'UNITAR.

19. Dans le cadre du Partenariat pour l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et de l'initiative Women Scholarship for Peace – Global South, l'antenne de Vienne du Bureau des affaires de désarmement a organisé deux séries de cours de formation, en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Deux-cents bourses ont été octroyées à de jeunes professionnelles. Tous les cours en ligne ont eu lieu sur le tableau de bord du Partenariat pour l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, une plateforme polyvalente et multiutilisateurs.

20. Ces cours de formation ont été complétés par le Forum de Vienne sur l'enseignement supérieur pour les femmes dans l'intérêt de la paix (Women Higher Education for Peace Vienna Forum), qui a eu lieu à l'antenne du Bureau de Vienne en 2016 et a offert aux participants aux cours et d'autres professionnelles et étudiantes une nouvelle occasion d'explorer des perspectives de carrière dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et du développement. À l'occasion de ce Forum, 30 bourses ont été octroyées à des femmes au titre de l'initiative Women Scholarship for Peace – Global South.

21. L'antenne de Vienne coordonne le Partenariat pour l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. À l'heure actuelle, ce partenariat compte 30 membres représentant des organisations internationales et régionales, des médias, des organisations non gouvernementales et des institutions universitaires.

C. Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

22. Tout au long de la période considérée, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a mené de nombreuses activités d'information, de renforcement des capacités, de sensibilisation et de formation visant à mieux faire comprendre le Traité et son régime de vérification, notamment les applications civiles et scientifiques des techniques de vérification, tout en œuvrant en faveur de son entrée en vigueur et de sa ratification universelle. Elle a également continué d'encourager les universités et établissements d'enseignement supérieur à stimuler les travaux de recherche et d'analyse sur le Traité et son régime de vérification, à promouvoir l'intégration des questions relatives au Traité dans leurs programmes et à mettre au point davantage d'outils pédagogiques disponibles sur Internet ainsi que des matériels de formation en ligne en lien avec le Traité.

23. L'édition 2017 de la Conférence « Sciences et techniques » de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'est tenue au Palais de la Hofburg à Vienne. Cette conférence multidisciplinaire, qui est la sixième d'une série, visait à renforcer les liens entre les milieux scientifiques et techniques et la

Commission ainsi qu'à faire en sorte que le régime de vérification mondiale reste à l'avant-garde en matière d'innovation.

24. La Commission a organisé le deuxième colloque « Science et diplomatie » de l'Organisation du Traité de l'interdiction complète des essais nucléaires en 2018, avec pour objectif de mieux faire connaître la contribution du Traité à la paix et à la sécurité internationales, de promouvoir les travaux de recherche et d'innovation participatives sur les méthodes scientifiques et techniques de surveillance des essais nucléaires et de rechercher des solutions innovantes pour favoriser l'entrée en vigueur et la ratification universelle du Traité.

25. En 2016 et 2017, la Commission préparatoire a une nouvelle fois accueilli, au titre de sa coopération permanente avec le Bureau des affaires de désarmement, des participants au Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement pour des visites exhaustives d'étude sur le Traité et son régime de vérification.

26. Le Groupe de la jeunesse pour l'OTICE a continué de s'employer à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité et la mise en place d'un régime de vérification en organisant des conférences et autres manifestations, en rédigeant des articles d'opinion, et en plaidant en faveur du Traité lors des forums mondiaux sur la paix et la sécurité internationales. Il compte maintenant plus de 400 membres, représentant plus de 70 pays et toutes les régions du monde.

27. La Commission préparatoire a étendu son programme de stages en accueillant des étudiants de premier, deuxième ou troisième cycle dans ses divisions (techniques ou autres). Les stages sont des occasions d'acquérir des connaissances et des compétences sur le Traité et son régime de vérification tout en développant les capacités nécessaires pour réussir dans une organisation internationale.

D. Département de l'information

28. Par l'intermédiaire de son réseau mondial de 59 Centres d'information des Nations Unies, le Département de l'information a continué d'informer et d'éduquer dans leurs langues les populations locales sur les questions de désarmement et de non-prolifération, et de les associer aux activités qu'il mène dans ce domaine. Durant la période considérée, ces centres ont mis en place des programmes éducatifs visant à mieux faire connaître aux jeunes les questions de non-prolifération. Ils ont également mené des activités de communication afin d'informer le grand public de l'action de l'ONU en matière de désarmement et organisé, à l'intention des journalistes, des sessions de formation aux outils et techniques permettant de mieux couvrir les travaux de l'ONU relatifs aux questions de paix et de sécurité, notamment le désarmement et la non-prolifération.

29. En septembre 2016, le Centre d'information des Nations Unies à Jakarta a fourni à la President University de Sentul à Java-Ouest (Indonésie) des orientations techniques et lui a distribué des documents aux fins de l'exécution d'un programme Simul'ONU qui portait notamment sur les questions de paix et de sécurité internationales et de désarmement.

30. En janvier 2017, le Centre d'information des Nations Unies à Tokyo a organisé, à l'intention des journalistes japonais, un atelier sur les activités menées par le Conseil de sécurité dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, en les

guidant notamment sur la manière de faire des recherches dans la documentation de l'ONU.

31. En février 2017, le Bureau d'information des Nations Unies à Almaty a organisé, en collaboration avec l'École internationale Miras, la Conférence « l'ONU mise en scène » de l'École internationale Miras, à l'intention des élèves du secondaire. Les participants ont simulé les travaux menés par le Conseil de sécurité sur les questions relatives aux armes chimiques et biologiques et à la non-prolifération nucléaire.

32. En février 2017 également, des étudiants venus de huit pays et de 20 lycées se sont réunis dans le cadre de la conférence « l'ONU mise en scène » de la Vienna School, durant laquelle ont été débattus des thèmes allant du désarmement au règlement des conflits.

33. En juillet 2017, le Service d'information des Nations Unies a organisé un programme annuel de formation intensive de deux semaines, afin de permettre aux étudiants des deuxième ou troisième cycle de se familiariser avec les risques découlant des armes nucléaires que doivent gérer l'ONU et d'autres organisations internationales.

34. Durant la période considérée, la Bibliothèque Dag Hammarskjöld a publié un nouveau guide de recherche sur la documentation de l'ONU relative au désarmement, qui permet aux chercheurs, aux universitaires, aux étudiants et au grand public de comprendre les travaux menés par l'Organisation sur la question, en explorant sa documentation et celle de ses organes pertinents.

35. En plus d'avoir contribué aux 21 questions fréquemment posées sur le désarmement, le service de la recherche de la Bibliothèque a répondu à plus de 100 demandes d'informations et de recherches approfondies sur le désarmement, la non-prolifération nucléaire, le commerce des armes, les mines terrestres et d'autres thèmes liés au désarmement. En septembre 2017, la Bibliothèque a tenu un stand d'information à l'appui de la Réunion plénière de haut niveau convoquée par le Président de l'Assemblée générale en vue de célébrer et de promouvoir la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, stand qui lui a permis de mettre en exergue les ressources qu'elle offre sur le sujet.

36. Entre juin 2016 et mai 2018, la Bibliothèque a numérisé et mis en ligne plus de 1 100 comptes rendus analytiques de séances de la Première Commission de l'Assemblée générale.

37. Le Département a géré la page du site Web de l'ONU consacrée au Comité 1540, qui est proposée dans les six langues officielles. Au cours de la période considérée, cette page a été consultée plus de 300 000 fois par des utilisateurs du monde entier. Le Département a collaboré avec le Bureau des affaires de désarmement pour faire en sorte que l'information pertinente soit publiée dans les médias sociaux et présentée sous la forme d'une rubrique « mythes et réalités » et combattre ainsi les campagnes de désinformation sur les travaux de l'ONU dans le domaine du désarmement. Des actualités publiées sur Instagram ont été utilisées pour appeler l'attention sur les expositions spéciales sur la lutte antimines et le désarmement.

38. Le Département a produit d'autres documents multilingues dans des formats adaptés aux médias sociaux qu'il a utilisés pour promouvoir les activités de désarmement auprès du public.

E. Département des opérations de maintien de la paix

39. Durant la période considérée, le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau des affaires de désarmement ont publié un nouvel ouvrage intitulé « Gestion efficace des armes et munitions dans un contexte de désarmement, de démobilisation et de réintégration en évolution ». Ce manuel pratique vise à appuyer l'action que mènent, dans des conditions de plus en plus difficiles, les spécialistes onusiens du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration pour gérer les armes et les munitions, notamment en appliquant des programmes de lutte contre la violence au sein des communautés. Du matériel pédagogique a été conçu sur la base du manuel et un cours de formation pilote a été organisé du 25 au 29 juin 2018 au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique.

40. Dans le cadre des programmes qu'il met en œuvre dans 17 pays et territoires, le Service de la lutte antimines de l'ONU recourt à une série de techniques de sensibilisation novatrices. Il a ainsi notamment distribué, au Darfour, des lecteurs audio alimentés par l'énergie solaire contenant des messages pédagogiques préenregistrés, diffusé des messages dans les terminaux d'arrivée des aéroports en Iraq et affiché, aux points de contrôle, des cartes-images pour sensibiliser aux risques des personnes entrant dans Mossoul.

41. En Libye, le Service a élargi ses programmes de sensibilisation des femmes aux risques posés par les armes légères et de petit calibre, deux anciennes participantes encadrant désormais un nouveau groupe de femmes.

42. En République arabe syrienne, le Service a lancé, avec ses partenaires, des campagnes éducatives et intégré la sensibilisation aux risques dans les activités des autres organismes des Nations Unies, notamment en plaçant des prospectus d'information dans les colis alimentaires, donnant ainsi aux populations vulnérables les renseignements nécessaires pour se mettre à l'abri du danger.

43. Dans la région du Kasai, en République démocratique du Congo, où les établissements scolaires sont attaqués par des groupes armés, le Service a formé plus de 100 personnes travaillant avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à la protection des enfants et aux techniques de sensibilisation aux risques, l'objectif étant de faire en sorte que les enfants puissent faire leur rentrée des classes en toute sécurité. Ces personnes sensibilisent les populations dans leurs zones de responsabilité, afin de veiller à ce que les enfants puissent repérer tout danger sur le chemin de l'école, ou une fois à l'école.

44. En 2017, le Service a associé l'action de sensibilisation entre pairs et celle menée dans les médias en adaptant au contexte soudanais « The X-Factor », un concours pour artistes amateurs très populaire diffusé à la télévision britannique.

45. Les responsables de ce projet ont collaboré avec neuf établissements scolaires à Djouba pour lancer un exercice d'apprentissage participatif, dans le cadre duquel des enfants ont écrit et chanté sur l'incidence des mines et restes explosifs de guerre sur leur quotidien et leurs communautés. En partenariat avec l'autorité nationale de la lutte antimines et avec l'appui financier du Gouvernement japonais, le Service a également organisé une manifestation intitulée « Facteur de risque », au cours de laquelle chaque établissement a fait une prestation publique devant un jury. La compétition a été couverte par les stations de radio et la presse écrite nationales et est devenue très populaire grâce aux médias sociaux.

46. L'établissement gagnant, la Giada Girls Primary School, a enregistré sa chanson avec le célèbre groupe de rap sud-soudanais Jay Family. Leur chanson, intitulée « Beware », est toujours diffusée par les stations de radio sur l'ensemble du territoire sud-soudanais et reprise par Jay Family lors de ses concerts dans les camps de réfugiés sud-soudanais en Ouganda.

F. Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

47. Conscient de l'importance de l'éducation et de la formation dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, et en application des recommandations formulées dans l'étude des Nations Unies sur la question (A/57/124), l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a, durant la période considérée, accueilli plusieurs boursiers et stagiaires et tenu des séances d'information à l'intention de nombreux universitaires, boursiers, parlementaires et autres responsables gouvernementaux ainsi que de groupes d'étudiants en visite dans ses locaux. En outre, il a continué d'appuyer le Programme de formation sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires mis en place par le Bureau de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à Hiroshima (Japon).

48. Dans le cadre de sa mission consistant à mettre à la disposition de la communauté internationale des données, des études et des analyses diversifiées et exhaustives, l'UNIDIR applique la recommandation 2 de l'étude des Nations Unies, qui prévoit « de concevoir, d'adapter et de diffuser » une large gamme de matériels faciles à utiliser sur le désarmement et la non-prolifération.

49. Bon nombre des activités d'éducation de l'Institut décrites dans les précédents rapports du Secrétaire général sont en cours. Des renseignements plus détaillés sur les aspects spécifiques de ces activités figurent dans le rapport annuel du Directeur, communiqué à l'Assemblée générale, ou sont affichés sur le site Web www.unidir.org.

G. Programme des Nations Unies pour le développement

50. Le Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères du Programme des Nations Unies pour le développement s'est employé à sensibiliser les experts et les populations de la région à l'incidence de la possession illégale et du détournement d'armes légères et de petit calibre. À cette fin, il a maintenu une présence constante en ligne, grâce à ses plateformes d'échange d'informations et aux médias sociaux.

51. Entre juin 2017 et mai 2018, l'accent a été mis plus spécialement sur les plateformes numériques et sur certains des technologies et outils les plus modernes et novateurs, afin d'élargir la portée des messages sur l'importance du désarmement.

52. Durant la période considérée, toutes les opérations de destruction ont été consignées à l'aide de photos et de vidéos, qui ont été largement diffusées, notamment dans les médias sociaux. En outre, la Journée internationale de destruction des armes à feu, célébrée le 9 juillet de chaque année, a donné lieu en 2017 à l'organisation de trois opérations de destruction simultanées largement couvertes par les médias. Les nouvelles fonctionnalités des réseaux sociaux, telles que les actualités d'Instagram, font désormais partie des outils en ligne utilisés par le Centre pour atteindre un public plus large.

53. En mai 2018, le Centre a lancé la Plateforme de suivi de la violence armée (Armed Violence Monitoring Platform), premier outil numérique servant à suivre les actes de violence impliquant des armes à feu qui se produisent chaque jour dans la région. Cette plateforme permet aux citoyens et aux experts de savoir combien, comment, où et par qui sont commises de violences liées aux armes à feu dans la région.

54. Pour célébrer 15 ans de collaboration entre le Centre et l'Union européenne dans le domaine du désarmement en Europe du Sud-Est, une manifestation a été organisée à Bruxelles le 24 mai 2018, au cours de laquelle une brochure affichée en réalité augmentée a permis aux utilisateurs de visualiser les principaux progrès accomplis en matière de désarmement dans la région.

55. En 2017, l'opinion publique a été consultée sur la question de la possession et de l'utilisation d'armes à feu en Europe du Sud-Est, afin de mieux comprendre les motivations de leurs détenteurs et l'influence de ces armes sur la perception des notions de sécurité et d'insécurité dans la région. Les données recueillies dans le cadre de cette consultation seront utilisées pour lancer une campagne en ligne sur les dangers de la détention illégale et du détournement d'armes à feu.

56. Le Centre continue d'aider les pays d'Europe du Sud-Est à mieux sécuriser leurs stocks d'armes, notamment en organisant et en dispensant des cours sur l'application des pratiques exemplaires en matière de gestion de ces stocks. Durant la période considérée, il a formé 15 formateurs sur la manière de gérer les stocks d'armes de façon plus sûre et plus efficace.

57. Le Centre a poursuivi l'exécution de son programme Gender Coach, initiative de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes dans la prise de décisions relatives au désarmement en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. Ce programme fait de l'égalité femmes-hommes la condition essentielle pour trouver des solutions multisectorielles à des problèmes de développement urgents, depuis la lutte contre la criminalité liée aux armes jusqu'à l'élimination de la pauvreté.

58. En 2016, le Centre a publié une étude historique intitulée « Gender and SALW in South-East Europe : main concerns and policy response » (L'égalité des sexes et les armes légères et de petit calibre : principaux problèmes et solutions), qui, deux fois durant la période considérée, a été reconnue comme pratique exemplaire par le Secrétaire général dans ses rapports au Conseil de sécurité. Sur la base de cette étude, une campagne de visualisation des données a été lancée à l'intention des médias sociaux. Cette campagne, intitulée « Saviez-vous que ? », a consisté notamment en des illustrations mettant en avant les principaux résultats de l'étude. Elle a été publiée dans les médias sociaux en septembre 2017 et diffusée en ligne dans certaines langues locales de la région.

IV. Application des recommandations par les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales

A. Académie américaine des arts et des sciences

59. Dans le cadre de projets thématiques portant sur des sujets tels que les moyens de relever les défis de la nouvelle ère nucléaire ; les nouveaux dilemmes liés à l'éthique, à la technologie et à la guerre ; les guerres civiles, la violence et les mesures prises à l'échelle mondiale pour y faire face ; et l'initiative relative à l'avenir du

nucléaire dans le monde, l'Académie américaine des arts et des sciences fait fond sur les compétences des décideurs, des professionnels et des universitaires pour encourager la production de connaissances aux fins de l'élaboration de politiques innovantes et plus durables, favorisant ainsi des liens entre les recherches universitaires et l'action publique, en dehors des contraintes du calendrier politique. L'Académie recommande notamment de faire évoluer le concept de sécurité qui, au-delà de la simple absence de guerre, doit également refléter une aspiration supérieure collective à la paix, au développement et à la justice. Elle œuvre à l'élaboration de matériel pédagogique pouvant aider le corps professoral, les étudiants, les journalistes, les décideurs et le public à comprendre des questions de sécurité complexes.

B. Academic Peace Orchestra Middle East

60. L'Academic Peace Orchestra Middle East est une initiative informelle regroupant environ 150 experts et visant à susciter une nouvelle dynamique en faveur de la non-prolifération et du désarmement au Moyen-Orient et dans le Golfe après l'échec de la Conférence des Parties de 2015 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle s'emploie notamment à faciliter la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et à tirer parti du Plan d'action global commun, qui a été signé à la mi-2015 et actuellement menacé, alors qu'il s'agit d'une avancée remarquable du multilatéralisme, de la diplomatie et de l'approche axée sur la recherche du compromis.

61. À l'heure actuelle, les activités de l'Académie sont centrées sur les préparatifs de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties de 2020 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération ainsi que sur le lancement d'une nouvelle série de publications sur des questions relatives à la sécurité nucléaire en lien notamment avec le terrorisme, l'objectif étant de redynamiser le dialogue entre experts. Pour de plus amples informations, consulter les sites www.academicpeaceorchestra.com et <https://bit.ly/2DCIKsz>.

C. Amplify

62. Amplify est un réseau mondial de jeunes œuvrant à l'abolition des armes nucléaires qui a été officiellement créé en mai 2016. Ces deux dernières années, il a mené plusieurs activités éducatives, mobilisant des jeunes du monde entier. Il a organisé, du 17 au 21 juin 2017 à New York, le Sommet de la jeunesse pour l'abolition des armes nucléaires, en marge de la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète.

63. Le réseau a constamment souligné l'importance de l'éducation en matière de désarmement dans diverses instances internationales. Ses membres participent à des activités éducatives dans leurs pays respectifs, sensibilisant ainsi le public aux dangers des armes nucléaires, à leurs conséquences humanitaires, à l'importance du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ainsi qu'aux initiatives que les jeunes peuvent mener en faveur de l'abolition de ces armes.

D. Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire

64. Depuis des années, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire sensibilise les décideurs, les organisations non gouvernementales et le public aux incidences humanitaires des armes nucléaires et de la violence armée, afin de les inciter à promouvoir le désarmement nucléaire, les restrictions du commerce des armes, la réduction des dépenses militaires mondiales et l'augmentation des fonds consacrés aux priorités sociales définies dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

65. Le rôle de premier plan joué par l'Association sur cette question a favorisé la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en 2017 et valu à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, créée par l'Association en 2007, le prix Nobel de la paix de 2017. L'Association a présenté des exposés, organisé des ateliers et une formation sur les conséquences humanitaires de la guerre nucléaire lors des réunions de l'ONU et des conférences internationales organisées à travers le monde et mené des travaux de recherche et d'information sur la prévention de la violence armée sous l'angle de la santé publique. Pour de plus amples informations, voir www.ippnw.org/, www.facebook.com/ippnw/ et Twitter (@IPPNW).

E. Bateau pour la paix

66. Durant la période considérée, l'organisation Bateau pour la paix a activement contribué à l'éducation en matière de désarmement, notamment dans le cadre de son « Projet Hibakusha » qui transportent les survivants des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki dans le monde entier afin qu'ils racontent leurs tragiques expériences, sensibilisent les populations à l'incidence humanitaire des armes nucléaires et mobilisent l'opinion publique en faveur d'un monde exempt de ces armes. L'organisation a tenu des réunions avec les décideurs (hauts fonctionnaires aux niveaux municipal, national et régional et parlementaires), organisé des témoignages publics et fait des exposés devant des diplomates et des groupes de jeunes ainsi que des déclarations à la presse.

67. Membre actif de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, l'organisation Bateau pour la paix a directement participé à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète et aux manifestations organisées dans le cadre de la remise du prix Nobel de la paix. Elle a également pris part à des réunions internationales, notamment les travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale ainsi que la Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement. Près de 11 500 Japonais et participants d'autres pays du monde ont assisté aux programmes d'éducation en mer de l'organisation Bateau pour la paix pendant la période 2016-2018.

F. Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education

68. La Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education aide chaque année des milliers d'élèves anglais à mieux connaître les questions relatives aux armes nucléaires, en les faisant participer à des initiatives menées dans ce domaine. Environ 10 000 exemplaires de ses cinq kits pédagogiques gratuits sont téléchargés ou distribués chaque année. Elle organise également quelque 80 conférences et ateliers libres dans les écoles.

69. Les outils pédagogiques et les cours, qui sont transdisciplinaires et axés sur une série de compétences, s'adressent aux jeunes âgés de 7 à 19 ans. Ils favorisent la réflexion critique par des méthodes d'apprentissage interactives et collaboratives telles que les jeux de rôles, les travaux de groupe et les débats. Une formation pédagogique gratuite est proposée sur les techniques d'enseignement des sujets controversés.

70. La Campaign for Nuclear Disarmament Peace Education n'est pas une organisation militante ; elle encourage plutôt les échanges et les débats. Elle est convaincue que ses travaux faciliteront des débats plus éclairés sur les armes nucléaires.

G. Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives de la Texas A&M University

71. Le Center for Nuclear Security Science and Policy Initiatives de la Texas A&M University est le premier établissement universitaire des États-Unis se consacrant à la formation, à la recherche et aux services techniques en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaire. Le programme d'enseignement du Centre comporte également des modules axés sur la politique générale.

72. Le Centre appuie des activités d'éducation, de formation et de communication en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires depuis 2006. Ses enseignants dispensent des cours de formation universitaire du deuxième cycle sanctionnés par des diplômes de maîtrise en génie nucléaire avec spécialisation en non-prolifération ainsi que par des certificats universitaires et des certificats d'aptitude professionnelle dans le domaine de la sécurité nucléaire.

73. Le Portail sur l'éducation dans le domaine des garanties et de la sécurité nucléaires, mis en place par le Centre, comprend 14 modules de formation en ligne sur divers sujets relatifs à la non-prolifération nucléaire. L'accès au portail est libre et ouvert à tous. Le Centre a organisé des ateliers dans le monde entier afin de promouvoir une culture de la sécurité nucléaire ainsi que l'éducation dans ce domaine. Ces ateliers ont visé notamment l'élaboration de programmes d'études à l'intention des institutions universitaires désireuses d'élaborer des programmes sur la sécurité et la non-prolifération nucléaires.

H. Center for Science and Security Studies du King's College

74. Le Centre for Science and Security Studies fait office de coordonnateur de la recherche, de la formation et de l'éducation en matière de non-prolifération et de sécurité nucléaire. Il a été créé en 2003 par le King's College de Londres et est financé par un don de la Fondation MacArthur. Au nombre de ses activités éducatives

traditionnelles figurent notamment trois programmes de maîtrise, des modules supplémentaires à l'intention des étudiants du premier ou deuxième cycle ainsi que l'encadrement des doctorants et des chercheurs post-doctorants.

75. Outre ces activités traditionnelles, le Centre propose des programmes de formation de formateurs ou d'éducateurs sur la sécurité nucléaire, collabore avec les professionnels du secteur sur l'application des sanctions liées à la non-prolifération ainsi que sur le contrôle des exportations et mène des campagnes de communication. Les travaux de recherche et les publications du personnel du Centre contribuent au renforcement des connaissances et au débat sur la non-prolifération et la sécurité nucléaire, et la série de séminaires animés par des intervenants internes et externes sont l'occasion d'échanger des connaissances et des enseignements pratiques avec le personnel, les étudiants, les décideurs et le grand public.

I. Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération

76. En mars 2017, le Consortium de l'Union européenne chargé de la non-prolifération a lancé le cours d'apprentissage en ligne sur la non-prolifération et le désarmement, qui est composé de 15 modules de formation dispensés par des universitaires de renom dans ce domaine sur des thèmes allant des armes de destruction massive aux nouvelles technologies. Chaque module comprend des présentations vidéo, des animations, des synthèses de texte, des jeux de questions et réponses ainsi qu'un aperçu des activités pertinentes de l'Union européenne, et dure environ une heure.

77. Ce cours est une ressource éducative libre accessible à tout utilisateur intéressé dans le monde, sans inscription préalable. Cependant, un utilisateur qui s'inscrit volontairement peut se voir délivrer un certificat. Le cours a été conçu et mis au point sous la direction du Peace Research Institute de Francfort, en sa qualité de membre du Consortium, qui coordonne le réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération (www.nonproliferation.eu/). Il a été financé dans le cadre de la décision 2014/129/PESC du Conseil de l'Union européenne du 10 mars 2014. Il est accessible à l'adresse <https://nonproliferation-clearing.eu/>.

J. Ethics + Emerging Sciences Group de l'Université d'État polytechnique de Californie

78. L'Ethics + Emerging Sciences Group s'intéresse surtout aux problèmes éthiques, juridiques et de politique générale découlant des nouvelles sciences et technologies – en particulier les systèmes militaires et les systèmes connexes, notamment la robotique, les armes cybernétiques, les améliorations humaines, les armes non létales, les systèmes spatiaux. Il a participé à l'ONU aux réunions de la Convention concernant certaines armes classiques et à celles de l'UNIDIR et prodigue des conseils déontologiques à des organisations de défense et des organisations non gouvernementales du monde entier.

79. Le groupe est une structure neutre, qui cherche à trouver un compromis entre les avantages offerts par les nouvelles technologies et les risques qui leur sont associés. Pour de plus amples informations, consulter le site <http://ethics.calpoly.edu>.

K. Fondation Getulio Vargas

80. Le Centre des relations internationales de la Fondation Getulio Vargas (École des sciences sociales) a joué un rôle actif dans la promotion de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération au Brésil et en Amérique latine. L'année dernière, le Centre a organisé des séminaires et des conférences sur les faits nouveaux intervenus dans l'ordre nucléaire mondial et renforcé son programme de bourses à l'intention des jeunes chercheurs spécialisés en politique et sécurité nucléaires. Il a également participé à des projets d'histoire orale sur les négociations relatives à la non-prolifération et continué d'alimenter le débat sur le nucléaire par une série de nouvelles publications. En outre, il a lancé un nouveau projet de recherche et de renforcement des capacités axé sur l'élaboration d'un nouveau programme d'enseignement des questions nucléaires au Brésil, qui sera mis en œuvre dans les années à venir.

L. Fondation Outrider

81. La Fondation Outrider croit au pouvoir d'un public informé et engagé. C'est la raison pour laquelle elle aide des non-spécialistes à comprendre les questions nucléaires et leur donne les moyens d'influencer les décideurs. Son objectif est de mobiliser les citoyens ordinaires pour mettre fin à la prolifération des armes nucléaires et à la menace d'une guerre nucléaire. À cette fin, elle a conçu un site Web éducatif complet, qui couvre diverses questions nucléaires, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires aux relations entre les États-Unis et la Fédération de Russie. Elle s'entretient avec les élèves des lycées locaux pour leur montrer comment ils peuvent faire la différence. Elle accorde des entrevues aux médias, écrit des articles d'opinion et tient des conférences publiques.

82. Chaque année, la Fondation participe au festival scientifique local durant lequel est projeté un film de réalité virtuelle et qui est riche d'enseignements pratiques pour des milliers d'élèves. Elle parraine également des étudiants, qui effectuent des stages d'un an en politique nucléaire. Pour plus d'informations sur la plateforme éducative numérique de la Fondation, voir le site <https://outrider.org/nuclear-weapons>.

M. Fondation pour la paix

83. La Fondation pour la paix (Fundipau), organisation non gouvernementale catalane créée en 1983 à Barcelone, est le fruit de la coopération entre de nombreux citoyens qui œuvrent à promouvoir et à instaurer, progressivement et de manière démocratique, une culture de la paix.

84. Fundipau mène des travaux de recherche sur la paix afin de mieux faire comprendre les causes de la violence et des guerres ainsi que la façon de les prévenir ; dispense une éducation à la paix en vue de substituer progressivement à la culture de la violence une culture de la paix ; mène des campagnes de sensibilisation et milite auprès des décideurs afin d'encourager les institutions politiques à s'engager en faveur du désarmement, de la non-prolifération, de la démilitarisation, de la prévention des conflits, du plein respect des droits de l'homme et de la promotion active d'une culture de la paix.

85. Ces deux dernières années, Fundipau s'est employée à organiser des activités d'éducation et de formation sur les causes de la crise des réfugiés, notamment la

prolifération des armes et la guerre, sur la défense des droits de l'homme et sur l'interdiction des armes nucléaires.

N. Fondation Simons

86. La Fondation Simons, basée au Canada, a une fois de plus offert des bourses pour la recherche universitaire sur le désarmement, le contrôle des armements et la non-prolifération en 2017 et 2018, en partenariat avec Affaires mondiales Canada. Elle a également élaboré des documents d'information sur le désarmement nucléaire, la sécurité de l'Arctique et la politique canadienne de défense ; coorganisé les conférences annuelles sur la sécurité de l'espace extra-atmosphérique de l'UNIDIR, et mis en place le Simons Graduate Award, les Simons Undergraduate Research Assistantships et le Simons Visiting Scholars Program ainsi que le Human and Global Security programme à l'Université de la Colombie britannique. Elle continue de financer un poste de professeur adjoint chargé des études internationales et une bourse d'études dans le domaine de la sécurité internationale à la Simon Fraser University et a financé les travaux de recherche sur le désarmement nucléaire de Bruce Blair ainsi que le Programme sur la science et la sécurité mondiale de l'Université de Princeton.

87. En outre, la Fondation est toujours le principal soutien de Global Zero et de son programme international d'éducation universitaire et d'information, le Global Zero Student Institutes ; elle a parrainé le Forum des jeunes en tant qu'agents de la consolidation de la paix, organisé par l'Association canadienne pour les Nations Unies, et coorganisé de nombreuses conférences publiques et manifestations éducatives sur les questions de désarmement nucléaire.

O. Future of Life Institute

88. Le Future of Life Institute, dont la mission est de protéger la civilisation des technologies les plus dangereuses pour l'homme, a mis l'accent, durant une grande partie de l'année écoulée, sur les armes nucléaires et l'interdiction des systèmes d'armes létales autonomes. Il a collaboré avec la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires et suscité un soutien en faveur du Traité sur l'interdiction de ces armes, notamment au moyen d'une vidéo explicative et d'une lettre ouverte, qui a été signée par plus de 3 700 scientifiques de 100 pays.

89. En octobre 2017, l'Institut a décerné le premier Future of Life Award, accompagné d'une récompense de 50 000 dollars, à la famille de Vasili Arkhipov. Sur les systèmes d'armes létales autonomes, il a réalisé la vidéo « Slaughterbots », largement reprise par les médias sociaux, et mis en place le site Web <https://autonomousweapons.org> afin de faire connaître les risques liés à ces systèmes ainsi que les travaux menés par l'Organisation des Nations Unies à cet égard. L'Institut a également souscrit à une lettre ouverte des entreprises spécialisées dans l'intelligence artificielle, dans laquelle celles-ci ont demandé à l'ONU d'interdire ces systèmes.

P. Geneva Centre for Security Policy

90. La Geneva Centre for Security Policy, fondation internationale créée en 1995 à l'initiative de la Suisse et désormais forte de 54 États membres, propose une formation avancée sur une série de questions liées à la sécurité, y compris le

désarmement et la non-prolifération, à des centaines de représentants de gouvernements, d'organisations internationales, de la société civile, et du secteur privé du monde entier. En 2017 et 2018, les cours proposés sur ces questions portaient sur le Traité sur le commerce des armes ainsi que sur la maîtrise des armements dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Pour de plus amples informations, consulter le site www.gcsp.ch.

Q. Global Compliance Research Project

91. La raison donnée en décembre 2016 par la plupart des États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord non détenteurs de l'arme nucléaire pour justifier leur refus d'adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires était que l'arsenal nucléaire des États-Unis était indispensable à leur sécurité. Ursula Franklin, physicienne, pacifiste et éducatrice a déclaré : « Nous devons nous réapproprier le mot « Sécurité » et refuser qu'il soit dénaturé par les militaires », et rappelé le rapport de la Commission indépendante pour les questions de désarmement et de sécurité de 1982, établi par Olof Palme et intitulé « Common Security, a Programme for Disarmament ».

92. Le Global Compliance Research Project travaille sur un programme éducatif consistant notamment à : a) redéfinir la « sécurité » comme sécurité commune ; b) recenser les menaces pesant sur la sécurité commune ; c) rapprocher les objectifs de développement durable des précédents internationaux ; d) déterminer certaines contraintes propres au système des Nations Unies, qui pourraient être surmontées ; e) faire une modeste contribution à l'élaboration d'une déclaration universelle sur la sécurité commune.

R. Institute for Global Leadership de l'Université de Tufts

93. L'Institute for Global Leadership de l'Université de Tufts forme de nouvelles générations de dirigeants efficaces et respectueux de l'éthique, à même de comprendre les problèmes les plus urgents de la planète et de leur trouver une solution.

94. L'institut propose des programmes expérimentaux et novateurs d'éducation universitaire interdisciplinaire et est à l'avant-garde des initiatives qui encouragent à repousser les limites de la réflexion et à agir par-delà les frontières.

95. Le programme d'enquête de l'Institut est un programme d'enseignement intensif dont bénéficient environ 300 élèves du secondaire chaque année et qui aide à comprendre des questions mondiales complexes grâce à des méthodes d'enquête et à des techniques de jeu de rôles.

96. Le programme phare de l'institut, Education for Public Inquiry and International Citizenship, mobilise les élèves dans le cadre d'une initiative d'un an portant sur un thème donné, qui débouche sur la tenue d'un colloque international. L'Institut propose également des programmes relatifs aux relations entre civils et militaires ainsi qu'au développement durable.

S. James Martin Centre for Non-Proliferation Studies

97. Depuis sa création en 1989, le James Martin Centre for Non-Proliferation Studies s'emploie à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive en formant la prochaine génération de spécialistes de la non-prolifération, tout en sensibilisant l'opinion publique mondiale à ces questions. Les étudiants de deuxième cycle du centre suivent un programme de deux ans sanctionné par un diplôme qui allie travaux pratiques structurés en classe dans le cadre de l'Institut d'études internationales de Monterey à une formation en cours d'emploi au centre ainsi qu'à des stages auprès d'organisations internationales chargées de questions de non-prolifération et de désarmement. Des instructeurs et élèves d'écoles d'enseignement secondaire, des étudiants du premier cycle, des fonctionnaires, des diplomates et des scientifiques peuvent également bénéficier de la formation dispensée par des experts du Centre selon des modalités variées.

98. Le Centre fait de plus en plus appel à divers types d'outils et de nouvelles technologies d'apprentissage en ligne pour toucher des publics éloignés. Ses séminaires et manifestations sont enregistrés et mis en ligne sur son site Web aux fins d'une meilleure communication de l'information. De même, le Centre utilise de plus en plus les médias sociaux pour diffuser l'information et diversifier son audience et a lancé un programme de formation à l'emploi d'outils et technologies informatiques libres telles que l'imagerie géospatiale, la modélisation 3D et l'analyse des mégadonnées, afin d'améliorer la vérification de la non-prolifération et du désarmement. Pour plus d'informations sur les activités éducatives menées par le Centre, notamment sur ses programmes multimédias en ligne, voir le www.nonproliferation.org.

T. Maires pour la paix

99. Afin de promouvoir une opinion publique mondiale favorable à la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires, l'organisation Maires pour la paix a décidé, dans le plan d'action qu'elle a adopté à sa Conférence générale de 2017, de mettre en place des programmes axés sur l'éducation pour la paix, l'objectif étant d'inspirer et d'inciter les jeunes à participer aux activités menées en faveur de la paix.

100. Ces programmes sont les suivants : a) le Youth Exchange for Peace Support Program, qui consiste à inviter des jeunes des villes membres à Hiroshima (Japon) afin qu'ils participent à des initiatives centrées sur les expériences des hibakushas et sur leur désir de paix, et qu'ils nouent des relations entre eux ; b) le Mayors for Peace Internship Program, qui permet à des jeunes professionnels des villes membres de faire des stages au Secrétariat du réseau à Hiroshima ; c) le Mayors for Peace Youth Forum, à l'occasion duquel des jeunes font part des espoirs et des réflexions en matière de paix que leur inspirent les activités en faveur de la paix ; d) l'Hiroshima-Nagasaki Peace Study Course, qui vise à témoigner des conséquences réelles des bombardements atomiques et des atrocités de la guerre dans les écoles et universités.

U. Mines Action Canada

101. Mines Action Canada est une organisation non gouvernementale qui met l'accent sur le désarmement humanitaire. En 2017, en marge de la seizième Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, elle a organisé le Forum sur le rôle des femmes dans le désarmement (Woman in

disarmament Youth leaders Forum), qui a réuni notamment des dirigeantes de mouvements de jeunes issues de régions touchées par les mines. Douze femmes venues de 12 pays y ont participé. L'objectif était de les sensibiliser au désarmement, de renforcer leurs compétences dans ce domaine, de les former et de les encadrer, afin de préparer la prochaine génération de responsables du désarmement. De solides programmes d'éducation en matière de désarmement doivent être mis en place pour faire en sorte que les traités d'aujourd'hui deviennent la réalité de demain.

V. Monde sans guerres et sans violence (Mundo sin Guerras y sin Violencia)

[Original : espagnol]

102. Ces deux dernières années, Monde sans guerres et sans violences a notamment centré ses activités sur l'éducation, organisant des journées universitaires et des ateliers dans les centres éducatifs. Cette organisation continue également de mener des activités publiques, telles que des forums et des marches, en faveur de la paix, du règlement des conflits de manière non violente et du désarmement nucléaire.

103. L'examen de la possibilité d'une deuxième Marche mondiale en faveur la paix et de la non-violence, à la suite de consultations avec des personnalités, des associations et d'autres collaborateurs, et la décision de l'organiser, ont marqué un tournant dans les activités de l'organisation.

104. L'organisation s'emploie maintenant à mener à bien les préparatifs de la deuxième Marche, qui se tiendra du 2 octobre 2019 au 8 mars 2020 et revêtira la forme de démonstrations et d'actions de plus ou moins grande envergure et de formations à l'intention des volontaires dans le domaine de la non-violence.

W. New Zealand Disarmament and Security Centre

105. Le New Zealand Disarmament and Security Centre continue à mettre en œuvre les recommandations de l'étude de l'ONU sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération de 2002. Il sensibilise au désarmement au moyen d'exposés présentés dans les écoles et devant des associations locales ainsi qu'en utilisant les grands moyens de communication, les réseaux sociaux et les sites Web ; met son centre de documentation à la disposition de la communauté, en particulier des étudiants, et organise des manifestations pour célébrer les événements importants en matière de paix et de désarmement nucléaire, comme le vingtième anniversaire de l'avis consultatif historique de la Cour internationale de Justice sur les armes nucléaires (8 juillet 2016), le trentième anniversaire de l'adoption par la Nouvelle-Zélande d'une loi sur le désarmement nucléaire (juin 2017) ou encore les journées des Nations Unies consacrées à la paix, au désarmement et à la non-violence. Quatre membres du Centre ont participé aux négociations du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en tant que représentants de la société civile et utilisé les médias pour mieux faire connaître le nouveau Traité au public néo-zélandais.

X. Nuclear Age Peace Foundation

106. Depuis 1982, la Nuclear Age Peace Foundation sensibilise le public aux États-Unis et dans le monde à la nécessité urgente d'abolir les armes nucléaires.

Établie à Santa Barbara (États-Unis), elle a pour mission de sensibiliser à la paix et de plaider en faveur de celle-ci ainsi que d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle œuvre également à l'autonomisation des dirigeants pacifistes.

107. La Fondation prend part à de nombreuses activités éducatives centrées sur le désarmement nucléaire, notamment la production de matériel pédagogique publié en ligne et sur papier, l'organisation de conférences et l'élaboration de programmes à l'intention d'établissements scolaires. Ses principales activités sont les suivantes :

- Publication d'ouvrages par le personnel de la Fondation ;
- Organisation de plus de 100 conférences publiques sur la nécessité d'abolir les armes nucléaires et sur les procédures judiciaires entamées par les Îles Marshall devant la Cour internationale de Justice et les tribunaux fédéraux des États-Unis dans le cadre du désarmement nucléaire ;
- Interaction avec les étudiants dans le cadre du programme de stages de la Fondation et du « Peace Leadership Programme ».

Y. Pace University

108. La Pace University joue un rôle mondialement reconnu dans l'éducation en matière de désarmement. Sa discipline de spécialisation « Paix et Justice » fait partie des programmes de premier cycle les plus importants aux États-Unis. Les membres de l'université ont dispensé des cours intéressants, qu'il s'agisse de celui intitulé « l'ONU mise en scène » ou du « Global Politics of Disarmament and Arms Control ». Les étudiants de l'université ont effectué des stages dans le domaine du désarmement et participé à des formations en cours d'emploi ou à des programmes d'apprentissage pratique.

109. Par l'intermédiaire de l'International Disarmament Institute, créé par l'université en 2016, les enseignants ont diffusé leurs recherches et apporté une aide technique aux États et aux organisations non gouvernementales œuvrant à l'élaboration de politiques de désarmement.

110. En partenariat avec Control Arms et avec l'appui financier du Mécanisme de financement des Nations Unies pour la coopération en matière de réglementation des armements, la Pace University a organisé des activités de formation sur le Traité sur le commerce des armes, à l'intention des États d'Afrique de l'Est et des organisations de la société civile de la région.

111. Les étudiants et les enseignants de l'université ont participé à l'action de plaidoyer menée pour que le prix Nobel de la paix soit décerné à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, favorisant ainsi l'inclusion de dispositions relatives à l'éducation en matière de paix et de désarmement, à l'assistance aux victimes et à la remise en état de l'environnement dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Z. Parti communiste japonais

112. Le Parti communiste japonais est résolu à parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires, en coopération avec les hibakushas (survivants de la bombe atomique) et les mouvements pacifistes citoyens du Japon. Il s'emploie à sensibiliser le public au désarmement nucléaire et à promouvoir des activités à l'échelon local,

notamment la campagne internationale visant à recueillir des signatures à l'appui de l'appel lancé par les hibakushas en faveur de l'élimination des armes nucléaires (« International Signature Campaign in Support of the Appeal of the Hibakusha for the Elimination of Nuclear Weapons »).

113. Le Président du Parti, membre du Parlement, a participé à la Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un instrument juridiquement contraignant visant à interdire les armes nucléaires en vue de leur élimination complète, au cours de laquelle il a prononcé un discours à l'appui du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le Parti communiste japonais a plaidé en faveur du Traité lors de réunions internationales, notamment la Conférence internationale des partis politiques asiatiques. Il exhorte le Gouvernement japonais à adhérer au Traité et demande à la population de l'appuyer à cet effet. De même, il a publié des déclarations dans lesquelles il a appelé à une dénucléarisation pacifique de la péninsule coréenne. Pour plus d'informations, voir le site www.jcp.or.jp.

AA. PAX

114. L'organisation PAX œuvre au désarmement nucléaire en encourageant l'amélioration de la réglementation et l'interdiction de certaines armes, notamment celles qui, de par leur nature, ou du fait d'une utilisation impropre, frappent sans discrimination civils et combattants. Elle associe toutes les générations à ces travaux, dans le cadre de projets et de programmes visant à les informer des questions relatives au désarmement et à les faire participer aux activités menées à cet égard.

115. PAX a tenu compte de plusieurs des recommandations formulées dans l'étude de l'ONU sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Elle publie régulièrement, sur son site Web, des rapports et des articles dans des langues autres que les langues officielles de l'Organisation, telles que le néerlandais. Elle collabore avec des organisations confessionnelles pour élaborer du matériel didactique, distribue, dans le cadre des campagnes internationales en faveur du désarmement, des brochures et des vidéos pédagogiques, accueille des stagiaires, et mobilise la nouvelle génération au service de la diplomatie pour l'élimination des armes nucléaires en organisant des sessions de formation sur le désarmement nucléaire à l'intention d'étudiants néerlandais et étrangers et en les aidant à participer à la session 2018 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties de 2020 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

BB. Peace Movement Aotearoa

116. Peace Movement Aotearoa est une organisation nationale néo-zélandaise de mise en réseau qui œuvre pour la paix. Elle mène notamment des activités de réseautage, de communication et d'éducation en matière de désarmement ; organise des campagnes nationales de coordination du désarmement humanitaire et des campagnes connexes ; et met en œuvre une stratégie de mobilisation des jeunes au service du désarmement.

117. Entre autres, Peace Movement Aotearoa a assuré la coordination au niveau national de cinq campagnes humanitaires mondiales sur le désarmement, qui ont porté sur les armes nucléaires, les dépenses militaires, les robots tueurs, les bombes à sous-munitions et les mines terrestres, ainsi que de plusieurs autres projets nationaux en faveur de la paix et du désarmement. Cette organisation est le point de contact

néo-zélandais pour les campagnes mondiales sur l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées et sur les enfants soldats.

118. Elle inclut régulièrement des questions de désarmement dans les rapports qu'elle présente aux mécanismes de suivi de l'application des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ainsi que dans les ressources qu'elle met à la disposition du public.

119. Le site Web de Peace Movement Aotearoa est le site consacré à la paix et au désarmement le plus complet de la Nouvelle-Zélande, contenant des informations et des ressources sur un large éventail de sujets.

CC. PIR Center (Centre russe d'études politiques)

120. Le PIR Center (Centre russe d'études politiques) est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la recherche qui a joué un rôle de premier plan dans la promotion de l'éducation en matière de non-prolifération et de désarmement en Fédération de Russie et dans les pays de la Communauté d'États indépendants. En 2016, l'Institut d'études internationales de Monterey, l'Institut des relations internationales de Moscou ainsi que le PIR Center ont créé, à l'initiative de ce dernier, un double diplôme d'études sur la non-prolifération, sous la direction du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. En mai 2018, deux groupes d'étudiants originaires de Chine, des États-Unis, de la Fédération de Russie et du Mexique avaient participé à ce programme.

121. En 2016 et en 2017, plus de 70 jeunes experts ont pris part aux autres projets de formation du PIR Center, à savoir un cours intitulé « International School on Global Security » et un programme de stages. En 2018, le Centre a lancé un projet triennal intitulé « Young Experts in the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons Review Process ». En 2017, il a mis en place un plan décennal sur l'amélioration de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. La sélection et la promotion de jeunes professionnels, qui sont ainsi incités à se spécialiser dans le domaine de la non-prolifération, ainsi que les possibilités offertes en matière de développement professionnel comptent parmi les principaux avantages de ses travaux.

DD. Royal United Services Institute for Defence and Security Studies

122. Le programme sur la prolifération et la politique nucléaire du Royal United Services Institute for Defence and Security Studies de Londres comprend deux grandes activités d'éducation et de formation en matière de désarmement et de non-prolifération : le projet britannique sur les questions nucléaires et le projet de formation à la lutte contre le financement de la prolifération.

123. Le projet britannique sur les questions nucléaires est une initiative intergénérationnelle visant à soutenir les jeunes chercheurs et professionnels dans le domaine du nucléaire au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et au-delà. Il comprend diverses activités, notamment une conférence annuelle, des activités de simulation relatives au désarmement et à la non-prolifération réalisées en immersion ainsi que des ateliers techniques et politiques destinés à renforcer les capacités des membres de l'institut.

124. L'Institut propose une formation sur les questions relatives à la lutte contre le financement de la prolifération à l'intention des gouvernements et des organisations du secteur privé du monde entier, en s'appuyant sur son programme de recherche, qui fait référence au niveau mondial, et consacre désormais l'essentiel de ses travaux à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique. Il a également noué des partenariats avec des organismes internationaux tels que l'organe chargé de la formation du Groupe d'action financière et le Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de l'argent.

EE. Senzatomica

125. Lancée par Soka Gakkai (Italie), Senzatomica est désormais une campagne s'adressant aux communautés locales de l'ensemble du pays et qui vise à promouvoir le désarmement nucléaire au moyen d'une exposition et de multiples initiatives menées en collaboration avec des associations animées du même esprit. Son objectif est d'informer et d'éduquer, en particulier les jeunes, afin de les sensibiliser aux conséquences humanitaires des armes nucléaires et de susciter un élan d'action en faveur de la paix.

126. Depuis 2014, Senzatomica a organisé son exposition dans 75 villes italiennes et accueilli plus de 360 000 personnes, dont plus d'un tiers étaient des élèves d'établissements primaires ou secondaires.

127. Senzatomica a également coorganisé, avec le Saint-Siège, le colloque international intitulé « Perspectives d'un monde exempt d'armes nucléaires et du désarmement intégral ».

FF. Soka Gakkai International

128. Entre juillet 2016 et juin 2018, Soka Gakkai International a mené diverses activités d'éducation en matière de désarmement, en s'employant notamment à sensibiliser le public aux dangers que représentent les armes nucléaires et en plaidant en faveur du nouveau Traité sur l'interdiction de ces armes.

129. Durant les négociations du Traité, Soka Gakkai International, ainsi qu'un certain nombre de gouvernements et d'autres organisations non gouvernementales, ont insisté sur l'importance de l'éducation en matière de désarmement, qui est mentionnée dans le préambule du Traité. En 2018, Soka Gakkai International a lancé la deuxième Décennie populaire en faveur de l'abolition des armes nucléaires, qui vise à appuyer l'action menée pour que le Traité entre en vigueur rapidement et soit universellement ratifié.

130. Soka Gakkai International a poursuivi les initiatives interconfessionnelles qu'elle mène en faveur de l'abolition des armes nucléaires. Ses organisations membres à travers le monde ont également réalisé diverses activités d'éducation en matière de désarmement, notamment des expositions, des débats, des projections de films, qui sont souvent dirigées par des femmes et des jeunes.

GG. Université autonome de la Basse-Californie

[Original : espagnol]

131. L'Université autonome de la Basse-Californie encourage la recherche sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération dans le cadre des relations internationales et du droit international, afin de contribuer aux débats théoriques et d'apporter des solutions globales. Elle œuvre également à l'éducation et à la culture pour la paix.

132. L'Université a participé à des conférences sur l'éducation en matière de désarmement, sur l'incidence humanitaire des armes nucléaires et sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires organisées dans diverses universités.

HH. Verification Research, Training and Information Centre

133. Le Verification Research, Training and Information Centre est une organisation non gouvernementale dirigée par un conseil d'administration et régie par la Charity Commission for England and Wales. Il a pour mission de faciliter l'application efficace des accords internationaux, en mettant en particulier l'accent sur la maîtrise des armements, la non-prolifération et le désarmement et en s'appuyant, pour ce faire, sur des travaux de recherche et d'analyse impartiaux et la fourniture de conseils d'experts, d'une assistance en matière de renforcement des capacités et de formation et d'une assistance législative. Il met en œuvre les programmes ci-après, qui visent notamment à dispenser une éducation et une formation à l'intention des autorités nationales et des organisations de la société civile compétentes.

a) Le Programme sur les mesures nationales d'application, dans le cadre duquel il collabore avec les gouvernements pour améliorer l'application, au niveau national, des résolutions du Conseil de sécurité, des traités et des autres instruments et pratiques exemplaires reconnus par la communauté internationale.

b) Le Programme de vérification et de suivi, qui est axé sur les questions relatives à la maîtrise des armements, à la sécurité, à l'environnement et au commerce, notamment le trafic de matières radioactives, la vérification du désarmement nucléaire et le contrôle des armes classiques. Il permet de dispenser régulièrement une formation sur les accords de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que sur le Modèle de protocole additionnel aux accords entre des États et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatifs à l'application de garanties.

V. Conclusions

134. Le renforcement des partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile permet de sensibiliser collectivement au niveau mondial un plus large public aux questions de désarmement et de non-prolifération.

135. Les gouvernements, les organisations internationales et les groupes de la société civile ont continué de développer leurs contenus numériques et de recourir davantage aux nouvelles technologies telles que les réseaux sociaux pour

diffuser des informations et élargir leur public. On notera qu'il a été tiré parti d'avancées telles que la réalité de synthèse et la réalité augmentée pour contribuer à l'éducation en matière de désarmement.

136. L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération reste un moyen important d'introduire le débat sur ces questions critiques dans les établissements scolaires de tous les pays afin d'informer les jeunes et de leur permettre de devenir des agents de paix en les aidant à se mobiliser, à agir et à défendre l'importance du désarmement et de la non-prolifération.
